

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal d' Afghanistan Dossier

N° 496 du 09.10.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Afghanistan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_afghans.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_afghans.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

### Sommaire :

Tiré à part

Des centaines d'Afghans dénoncent dix ans d'occupation américaine.

Francis Dupuis-Déri : Dix ans de guerre en Afghanistan - La catastrophe continue

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

1-1 Louis Denghien : L'Express : « C'est pas nous, c'est Bachar ! »

1-2 Louis Denghien : Routine : l'OSDH et les CLC entretiennent la « flamme » de la désinformation.

2 Dossier & Point de vue

2-1 Tanguy Henrard : De New-York à Kaboul, Mythes et réalités de la Global War On Terror

2-2 Le dirigeant de l'opposition syrienne Haytham Manna taxé le CNS de « Club de Washington ».

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

3-1 Wikistrike.over-blog.com : Vers un marché mondial de la guerre pour les compagnies militaires privées.

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

### Tiré à part

Des centaines d'Afghans dénoncent dix ans d'occupation américaine.

*[sic - de fait par ailleurs, il s'agit d'une occupation par l'Otan, même s'il y a une prédominance "états-unienne" - RM]*

Ce vendredi marquera le 10ème anniversaire du début de l'intervention militaire américaine en Afghanistan. Cette occupation a été dénoncée ce jeudi par des centaines de personnes dans les rues de Kaboul. "Occupation,

*atrocités, brutalité*”, les mots sur les banderoles étaient durs et les paroles accusatrices, “*les Etats-Unis massacrent les civils*” martelaient les manifestants, “*ils doivent partir*”.

“*Nous sommes rassemblés pour condamner l'occupation de l'Afghanistan par les forces américaines. Nous exigeons leur départ immédiat de notre pays*”, dit une femme.

“*Cela fait maintenant dix ans que les Américains et leurs alliés occupent l'Afghanistan. Notre peuple a beaucoup souffert de l'instabilité et la pauvreté a augmenté*”, rajoute un homme.

Hamid Karzaï a aussi été cloué au pilori par les manifestants qui ont qualifié le Président afghan de marionnette entre les mains de Washington.

Dix ans après le début du conflit, les responsables de l'Alliance atlantique réunis à Bruxelles ce jeudi ont fait un point sur la situation en Afghanistan. Conclusion, leur engagement dans le pays restera ferme.

La question de l'Afghanistan sera au menu des discussions lors du sommet de l'Otan prévu au mois de mai prochain à Chicago.

06-10

<http://fr.euronews.net/2011/10/06/des-centaines-d-afghans-denoncent-dix-ans-d-occupation-americaine>

## Francis Dupuis-Déri : Dix ans de guerre en Afghanistan - La catastrophe continue

.Le 8 octobre 2001, voilà 10 ans, le premier ministre Jean Chrétien lançait l'opération Apollo, par laquelle 2000 militaires canadiens prenaient part à la guerre que les États-Unis déclenchaient contre l'Afghanistan. La décision de s'en prendre à l'Afghanistan avait été prise par la Maison-Blanche à peine 48 heures après l'attaque aérienne du 11-Septembre. C'est dire à quel point cette opération militaire n'avait pas été planifiée, ni ses effets pris en considération.

Il aura fallu moins d'un mois, du 11 septembre au 7 octobre, pour mobiliser une alliance à coup de slogans: «*Nous sommes tous Américains*»; «*Ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous*», etc. Le discours de Jean Chrétien du 7 octobre 2001, prononcé pour annoncer l'engagement du Canada dans cette «*guerre contre le terrorisme*», représente un bel exercice de propagande. En référence à l'attaque aérienne du 11-Septembre, le premier ministre a déclaré, en ouverture, qu'«*[il] s'agissait d'un meurtre prémédité d'une ampleur sans précédent*» (Ah bon? Hiroshima ne serait donc qu'une légende...) et «*pour lequel il n'existe aucune justification ou explication*».

Bref, nous étions face à l'irrationalité pure. Un professeur de l'Université Laval expliquera même que l'homme capable d'un tel acte n'est qu'«*un rat*» à «*distingu[er] des autres espèces*». Voilà donc qu'on affirmait que l'extermination était la seule mesure qui s'imposait. Ottawa était bien fier de s'aligner sur la Maison-Blanche, à en croire Jean Chrétien: «*À l'instant même des attaques [du 11-Septembre], j'ai été en communication constante avec le président Bush, qui a été un symbole de courage, de détermination et de sagesse pour l'ensemble du monde. Je lui ai dit que le Canada serait côte à côte avec lui et le peuple américain. [...] Je ne peux pas promettre que la campagne contre le terrorisme sera facile. Mais je peux vous promettre qu'elle sera gagnée!*»

### 10 ans plus tard

Depuis, officiers supérieurs, diplomates et même le premier ministre Stephen Harper l'ont reconnu: «*Nous n'allons pas gagner cette guerre*», pour citer le général britannique Carleton-Smith. Quand les talibans parviennent à tuer le représentant du président afghan chargé de négocier la paix avec les talibans, comme ils l'ont fait il y a quelques jours, il faut bien admettre que la possibilité d'en arriver à une paix négociée semble pour le moins illusoire...

Au Canada même, la propagande militariste en faveur de la guerre sait maintenant se faire plus discrète. On se contente d'honorer l'armée qui redevient «royale», sans trop évoquer l'Afghanistan. Il faut dire que la propagande de guerre n'a finalement jamais fonctionné, malgré l'embauche d'une firme de consultation en marketing (Strategic Counsel) et la mobilisation de politiciens, d'officiers et de simples soldats, d'éditorialistes et de nombreux universitaires qui nous ont vanté cette guerre pendant sept ou huit ans, tout en cassant du sucre sur le dos des pacifistes et antimilitaristes taxés d'«idéalisme», ou même accusés d'être des alliés objectifs des talibans. Malgré ces efforts, l'opinion publique est restée sceptique, avec un taux stable au Québec de 70 % d'opposition à cette guerre.

La dernière campagne antimilitariste menée par la Fédération des femmes du Québec (FFQ) à l'occasion de la Marche mondiale des femmes (MMF), à l'automne 2010, a tout de même été l'occasion d'une contre-attaque contre ces féministes accusées de ne pas respecter les soldats ni les mères de soldats, et de mal représenter les femmes et le féminisme. La propagande de Condition féminine Canada ne s'attire pas autant de critiques avec le thème «*Les femmes dans les forces militaires canadiennes: un passé glorieux*», pour célébrer le Mois de l'histoire des femmes, en octobre

Que les femmes canadiennes puissent faire une carrière militaire, tant mieux pour elles. Mais la décision de Condition féminine de miser sur la promotion des femmes militaires apparaît surtout comme une collaboration à la propagande militariste que pratique le gouvernement conservateur. Or personne ne s'offusque du choix de Condition féminine Canada, qui ne me semble pas représenter la tradition du féminisme occidental, un mouvement qui s'est mobilisé depuis plus d'un siècle contre la guerre et ses conséquences désastreuses pour les femmes (virilisme et machisme exacerbés, violences sexuelles contre les femmes, etc.).

En fait, la guerre ne provoque plus de passions au pays, et le mouvement pacifiste ou antimilitariste est plutôt démobilisé depuis la promesse mensongère faite par Stephen Harper il y a quelques années de retirer les Forces

canadiennes de l'Afghanistan en 2011. La fin de la guerre (pour le *Canada*) étant annoncée, inutile de continuer à se mobiliser. Du coup, il n'y a presque pas eu de réactions lorsque Stephen Harper est finalement revenu sur sa parole, annonçant que les soldats allaient rester au moins jusqu'en 2014 pour former policiers et militaires afghans.

### **Pendant ce temps, en Afghanistan**

Dix ans plus tard, la présence des troupes canadiennes a sans doute permis la reconstruction de quelques écoles, le nettoyage de caniveaux, la réparation d'un barrage et l'émancipation (sur papier) des femmes afghanes — prétendre se préoccuper des femmes afghanes n'a pas été incompatible pour les États-Unis avec le versement de dizaines de milliards de dollars en aide militaire à l'Arabie saoudite, un pays considéré par les talibans comme un modèle à imiter en matière de lois contre les femmes. Mais l'Afghanistan est toujours en guerre, et tous ces gains sont de ce simple fait annulés par cette catastrophe humaine.

Une dépêche annonçait il y a quelques jours que, selon un rapport de l'ONU, le nombre d'« incidents de sécurité » avait augmenté de 40 % en 2011 en comparaison à l'année précédente. Pendant les sept premiers mois de cette année, 130 000 Afghanes et Afghans avaient dû fuir leur logement en raison des combats, soit bien plus qu'en 2010. Le nombre de victimes civiles n'a jamais été aussi élevé. Or, pouvoir voter ou aller à l'école ne sert à rien si vous devez fuir sur des routes incertaines pour rejoindre un camp de réfugiés ou si vous êtes mort...

Au total, cette guerre aurait maintenant provoqué la mort de 35 000 personnes, selon des estimations modérées, sans compter les blessés, les personnes déplacées, les prisonniers, la torture, un problème auquel l'armée canadienne est liée même si elle refuse de le reconnaître. Tout cela sans mentionner le débordement du conflit au Pakistan. Et ce n'est pas terminé...

### **Une catastrophe**

Le premier mensonge de la propagande de guerre, c'est d'avoir prétendu que la guerre était menée pour le bien du peuple qui la subit. L'Afghanistan est en guerre depuis 1978, alors que des forces rebelles se sont coalisées contre un régime marxiste-léniniste qui avait voté des lois émancipant les femmes, rendant l'éducation obligatoire pour les deux sexes et redistribuant les terres aux petits paysans. Mais de cela, nous n'avions rien à cirer en Occident, pendant la guerre froide: il fallait surtout empêcher ce pays de bergers de tomber sous le contrôle des barbares soviétiques. Pendant 10 ans, les États-Unis ont armé l'insurrection, avec l'aide de l'Arabie saoudite (eh oui...) et d'Oussama ben Laden (eh oui...). Un peuple de bergers a vaincu l'Armée rouge; fort de cette expérience, il est fort de cette certitude qu'il l'emportera de nouveau sur l'Occident.

Cette guerre est une catastrophe. Que nous y soyons résignés parce qu'elle est si lointaine et parce que nous pensons qu'elle ne nous affecte pas, oubliant la crise économique provoquée en partie par des investissements militaires massifs, voilà une autre catastrophe. Chaque soir nous nous couchons, chaque matin nous nous levons en oubliant que nous sommes en guerre, et cela depuis maintenant dix ans. Pour combien de temps, encore?

Francis Dupuis-Déri

Francis Dupuis-Déri - Professeur de science politique à l'UQAM et auteur de *L'armée canadienne n'est pas l'Armée du Salut* (Lux, 2010) et de *L'éthique du vampire. De la guerre d'Afghanistan et quelques horreurs du temps présent* (Lux, 2007)

08-10

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=viewArticle&code=DUP20111008&articleId=26993>

---

## **1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.**

### **1-1 Louis Denghien : L'Express : « C'est pas nous, c'est Bachar ! »**

La réapparition, le 4 octobre à la télévision syrienne, d'une jeune fille censée, selon le binôme OSDH/presse occidentale, avoir été arrêtée, torturée, tuée (et brûlée) par la police de Bachar al-Assad (voir notre article « *Désinformation : la martyre iconique de la Révolution dément sa mort – et son appartenance à l'opposition* », mis en ligne le 5 octobre : semble quelque peu gêner aux entournures certains acteurs majeurs de la désinformation. Des ONG prestigieuses comme Amnesty International et Human Rights Watch, d'abord, à l'origine de la « légende urbaine démocrate » de la fin tragique de la jeune Zeinab al-Hosni, qui « *regrettent cette erreur d'identification* » de cadavre, erreur qu'elles rejettent sur la famille de Zeinab.

« **Bon sang, mais c'est bien sûr !** »

L'Express, ensuite, qui, devant ce nouveau « raté » de la propagande anti-Bachar s'interroge gravement sur les responsables de ces « couacs ». Est-ce que cette affaire, celle de la vraie-fausse démission de l'ambassadeur de Syrie en France (en juin), et celle de la réapparition, sur les écrans de la télévision syrienne (fin septembre) du colonel déserteur Harmouche, ne seraient pas une manipulation – machiavélique, forcément machiavélique – des services de renseignement de Damas, visant à discréditer l'opposition et ses relais notamment français, comme France 24, Le Monde, ou L'Express ?

L'hebdomadaire, qui appuie cette hypothèse sur l'intuition de « plusieurs connaisseurs de la Syrie » – on n'en saura pas plus pour le moment – renvoie ainsi la « patate brûlante » de la désinformation au régime syrien. Simple, mais il fallait y penser !

Que dire ? Que L'Express a oublié dans sa liste la transformation du cadavre putréfié du jeune Hamza en enfant-martyr torturé par la barbarie bachariste (voir notre article « *Le martyr que trop de gens attendaient* », mis en

ligne le 1er juin : <http://www.infosyrie.fr/actualite/le-martyr-que-trop-de-gens-attendaient/> , et aussi la vraie-fausse lesbienne persécutée de Damas, et dans la réalité, masculine, barbue et américaine (voir notre article « **Une opposition vraiment virtuelle** » , mis en ligne le 13 juin : <http://www.infosyrie.fr/decryptage/une-opposition-vraiment-virtuelle/>), les couveuses de bébés débranchés par les soudards de l'armée à l'hôpital de Hama (voir notre article « **Mensonges & manipulations (suite)** » , mis en ligne le 7 août : <http://www.infosyrie.fr/decryptage/mensonges-et-manipulations-suite/>), le gamin renversé accidentellement par une voiture de l'armée à Douma et immédiatement homologué « martyr de la liberté » par l'opposition et al-Jazeera (voir notre article « **Et maintenant les faits-divers au secours de la propagande** » , mis en ligne le 15 juin : <http://www.infosyrie.fr/decryptage/et-maintenant-les-faits-divers-au-secours-de-la-propagande/>), la mort suspecte annoncée (par l'opposition) et aussitôt démentie (par l'intéressé lui-même) du ministre syrien de la Défense, le général Habib (voir notre article « **L'heureuse résurrection du général Habib** » , mis en ligne le 10 août : <http://www.infosyrie.fr/en-bref/desinformation-suite-lheureuse-resurrection-du-general-habib/>), la fuite à Londres de l'épouse de Bachar al-Assad, Asma (voir notre article « **Désolé, amis journalistes, Asma est toujours là !** » , mis en ligne le 1er juillet : <http://www.infosyrie.fr/decryptage/desoles-amis-journalistes-asma-est-toujours-la/>), la manifestation parisienne des partisans du régime transformée par l'AFP en manifestation d'opposants (voir notre article « *Trucages...* » , mis en ligne le 31 mai : <http://www.infosyrie.fr/decryptage/trucages/>), et on en passe et des « meilleures », comme, tout récemment, les exilés syriens de France et d'Europe persécutés par les membres des services secrets syriens – qui font décidément les « trois huit » ! (voir notre article « **Légende urbaine : les opposants exilés à Paris vivaient dans la terreur** » , mis en ligne le 6 octobre : <http://www.infosyrie.fr/actualite/legende-urbaine-les-opposants-exiles-a-paris-vivaient-dans-la-terreur/>).

L'Express d'ailleurs pourrait aller au bout de sa logique, et imputer aux « services » de Damas – certains opposants l'ont déjà fait depuis longtemps – le massacre de tout ou partie des 700 militaires et policiers tombés à ce jour en Syrie, la montée en puissance des groupe armés et l'entrée en scène des déserteurs-résistants... Au fait, les dirigeants russes et chinois qui ont mis leur véto aux tentatives de résolution euro-américaines sont peut-être « tenus » par les services syriens pour quelque sordide affaire de mœurs ?

En un mot comme en cent, tout ceci est puéril. Les opposants et leurs obligeantes chambres d'écho comme L'Express et France 24 ont été, à plusieurs reprises, convaincus de bobards, de désinformation et de manipulation des faits. Pris en flagrant délit de mensonge et de trucage. Et comme des enfants pris la main dans le pot de confiture, ils nient et renvoient la faute sur d'autres sur l'éternel mode « *C'est pas moi, c'est l'autre !* » Cette stratégie – un rien complotiste, au fait – du défaussement en dit assez long sur le malaise qui sévit dans les rédactions atlantistes en ce moment.

Louis DENGHIEN,

le 7 octobre 2011

<http://www.infosyrie.fr/decryptage/lexpress-cest-pas-nous-cest-bachar/>  
[beaucoup d'articles très utiles sur ce site]

---

## 1-2 Louis DENGHIEN : Routine : l'OSDH et les CLC entretiennent la « flamme » de la désinformation.

Bien obligés de reconnaître - encore que la cyber-opposition syrienne ait montré qu'elle était parfaitement capable d'inventer une réalité virtuelle – que la dissidence militaire n'avait pas tenu ses promesses martiales à Rastan, l'OSDH et ses Comités locaux de coordination ressortent leur arme de mystification massive, à savoir leurs « infos » invérifiables et leurs statistiques grand-guignolesques. Passe encore le bilan de plusieurs « *dizaines de victimes* » : c'est possible après trois ou quatre jours de combats de rue avec des déserteurs et militants armés, d'autant que des militaires loyalistes figurent parmi les victimes.

### L'OSDH rattrapé par la réalité

Mais les CLC ne craignent pas de parler de 3 000 arrestations – dans une ville qui compte au plus 50 000 habitants -, certaines des personnes arrêtées ayant déjà, selon la même source, « *péri sous la torture* » . Ce manque de mesure dans la propagande nuit décidément, à notre humble avis, à la crédibilité des opposants à portables et ordinateurs : pour être cru, un mensonge doit être, en quelque sorte, « raisonnable ».

D'autre part, la journée de mobilisation du vendredi 30 septembre n'ayant pas vraiment défrayé la chronique internationale, l'OSDH s'offre une « session de rattrapage » en « vendant » cette fois aux agences de presse occidentales et donc anti-Bachar, une journée de soutien au « Conseil national syrien » , officiellement lancé depuis Istanbul par un conglomérat d'opposants « démocrates » ou islamistes, mais tous radicaux et tous soutenus à bout de bras par Washington et ses partenaires européens et turcs (voir notre article « *Les contradictions internes du président Ghalioun, reflets de celles de l'opposition extérieure* » , mis en ligne le 3 octobre : <http://www.infosyrie.fr/actualite/les-contradictions-internes-du-president-ghalioun-reflets-de-elles-de-lopposition-exterieure/>).

Cette journée « d'appui » au CNS aurait donc vu, dimanche, des rassemblements à Hama, Homs, Idleb, Deraa, Deir Ezzor, Zabadani et dans certaines banlieues de Damas. L'OSDH reste cependant discret sur l'ampleur de ces manifestations ce qui vaut tous les comptes-rendu statistiques, mêmes mensongers.

Restons avec l'OSDH : dans un communiqué son président londonien Rami Abdel Rahmane a réagi à l'assassinat du fils du Grand mufti de Syrie, survenu dimanche 2 octobre (voir notre article « **Plus qu'un crime, une faute : le fils du Grand mufti de Syrie assassiné** » , mis en ligne le 3 octobre :



<http://www.infosyrie.fr/actualite/plus-quun-crime-une-faute-le-fils-du-grand-mufti-de-syrie-assassine/>). Rahmane dénonce ainsi avec force « ces actes d'assassinats quels qu'en soient les auteurs, qui profitent en fin de compte aux services de sécurité répressifs du régime ». C'est un fait que les assassins de Sariah Hassoune – et du professeur qui l'accompagnait – ont apporté de l'eau au moulin des autorités syriennes qui dénoncent chroniquement les « terroristes » armés par l'étranger. Mais les gens de l'OSDH ont si longtemps nié cette réalité de terrain, qui touche non seulement les « services de sécurité répressifs » mais, de plus en plus, des personnalités civiles plus ou moins liées au régime ainsi que des membres des minorités religieuses, qu'ils sont mal placés pour nous faire le coup du « nous n'avons pas voulu ça »

Et puisque nous parlions des terroristes armés par l'étranger, l'agence Sana a fait état d'une nouvelle saisie de stocks d'armes et de munitions « passés clandestinement en Syrie via les territoires turcs » et comprenant notamment des fusils à pompe, des Kalachnikovs, des RPG, des pistolets et beaucoup de grenades. La chronique de ces découvertes – ou interceptions à la frontière libanaise – tend à devenir quotidienne. Sauf pour l'OSDH qui n'a jamais cru devoir parler de cette dimension de la « révolution syrienne ».

Louis DENGHIEN,

le 4 octobre 2011

<http://www.infosyrie.fr/actualite/routine-losdh-et-les-clc-entretiennent-la-flamme-de-la-desinformation/>

---

## 2 Dossier & Point de vue

### 2-1 Tanguy Henrard : De New-York à Kaboul, Mythes et réalités de la Global War On Terror

« Guerre globale contre la terreur » : étymologiquement, cette terminologie pose un problème de stricte logique formelle.

Le terrorisme n'est pas une substance, mais un flux, sinon une technique – guerre du faible au fort – dont les modus operandi ne cessent de se transformer.

Cette affirmation que le « terrorisme »\* est « l'arme des faibles » est souvent répétée.

Pourtant, force est de constater que c'est loin d'être le cas. Passons sur l'acte de terreur qu'a constitué les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, passons les actes de terreur que sont les bombardements de civils, les guerres, les « techniques spéciales d'interrogatoire »\*, les exécutions extra-judiciaires (les US « liquident »\* maintenant ouvertement leurs propres « citoyens »\*), passons sur la violence exercée par l'ordre économique qui fait craindre à tout un chacun la possibilité de se retrouver dans la misère et constatons que ce qu'il est généralement convenu d'appeler « terrorisme » est un ensemble d'actions servant à terroriser le peuple.

Comment croire que c'est la population qui se terrorise elle-même? N'est-ce pas les tenants du pouvoir ou ceux envisageant de l'exercer à court terme qui ont intérêt à user de la terreur? Nous avons d'ailleurs moult exemples de « terrorisme d'état » effectué, cela va de soit, sous « fausse bannière » qui montrent l'usage de la terreur pour affirmer le pouvoir de l'ordre établi (voir par exemple les travaux de Ganser : « Les guerres secrètes de l'OTAN »).

Les actes de terreur sont bien sur parfois réalisés par des exaltés pensant « servir » une cause, mais force est de constater qu'ils sont souvent encadrés et/ou surveillés par des agents de l'ordre établi (voir par exemple « Les attentats déjoués par le FBI », la nébuleuse "Al Quaida" ou plus anciennement, « Les CCC étaient infiltrés »).

La guerre du faible au fort s'appelle rébellion, guérilla, lutte.... Mais généralement pas terrorisme!

\* Repris dans le dictionnaire de novlangue

Bon we,

Tanguy

October 08, 2011

### Richard Labévière : De New-York à Kaboul, Mythes et réalités de la Global War On Terror.

1er mai 2003. Sur le porte-avions USS Abraham Lincoln, le président américain George W. Bush annonce avec fierté la fin des « combats majeurs » de l'opération « Libération de l'Irak ». En toile de fond, une grande banderole sur la tour de commandement précise « *Mission Accomplished.*».

Cette prestation est d'autant plus grotesque qu'au même moment trois attentats frappent le coeur de Bagdad. Commençaient alors l'occupation angloaméricaine et le démantèlement de l'Etat-nation irakien, livré aux communautés, aux tribus et autres pillards, avant-goût de la démocratie selon Washington. Grotesque, ce discours l'est à plus d'un titre, mais sa structure formelle confirme au moins un point capital : la deuxième guerre d'Irak s'inscrivait bien dans le cadre stratégique plus large de la « *Global War on Terror* », déclenchée au lendemain des attentats du 11-Septembre.

A cette date-là, l'OTAN déclare en effet qu'il ne s'agit pas d'une attaque contre les Etats-Unis, mais contre les 19 pays de l'Alliance. C'est la première fois que la clause de solidarité de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord est invoquée depuis sa création en 1949. Rapidement, Al-Qaïda et son chef Oussama Ben Laden sont désignés comme responsables. Un contingent d'américains débarque le 7 octobre 2001 en Afghanistan pour l'opération Enduring Freedom. Le 20 décembre 2001, la résolution 1386 de l'ONU est votée. Elle mandate officiellement une coalition internationale.

La Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) est mise en place. La troisième guerre d'Afghanistan commence. Trois objectifs sont affichés : capturer Ben Laden, détruire les bases Al-Qaïda et renverser le régime taliban. Les deux derniers objectifs sont rapidement atteints.

### **GWOT : confusion volontaire des fins et des moyens**

De la troisième guerre d'Afghanistan à celles d'Irak et de Libye (2011), ces opérations se démarquent des ripostes anti-terroristes et du contre-terrorisme traditionnels par des actions militaires de grande ampleur à l'étranger, non dénuées de visées stratégiques différentes de leurs objectifs initiaux. « *Guerre globale contre la terreur* » : étymologiquement, cette terminologie pose un problème de stricte logique formelle. Le terrorisme n'est pas une substance, mais un flux, sinon une technique – guerre du faible au fort – dont les *modus operandi* ne cessent de se transformer.

Peut-on faire la guerre à un flux ? Ne s'opposant pas à des Etats mais à des groupes non étatiques, la GWOT n'a pas de calendrier clairement établi et conduit inmanquablement à l'instauration d'un « *état d'exception permanent* ». Elle recourt parfois à des procédures étrangères au droit international et finit par imposer, sinon « *légaliser* » le concept de « *guerres préventives* » contre les États soupçonnés d'abriter des groupes terroristes et/ou susceptibles de leur fournir des « *armes de destruction massive* ».

Dans une confusion volontairement établie entre ses finalités stratégiques et ses moyens tactiques, la GWOT combine la lutte directe, c'est-à-dire le démantèlement des cellules terroristes, la destruction des camps d'entraînement et la lutte indirecte. Cette dernière recouvre les enquêtes et les pressions sur les gouvernements, organisations et personnes soutenant les organisations terroristes et le gel des avoirs soupçonnés d'appartenir ou de servir à des groupes terroristes. Elle englobe aussi les aides financières aux pays participant à la lutte contre le terrorisme, les coopérations policière et judiciaire internationales ainsi que de la coopération entre services de renseignement. Sa dernière invention préconise une tentative de réorganisation politique des Proche et Moyen-Orient – le Grand Moyen-Orient – concocté par les idéologues néo-conservateurs de l'administration Bush. La deuxième guerre d'Irak aura été sa séquence la plus dévastatrice.

### **Le choix de l'instabilité constructive**

La stratégie des Etats-Unis ne se résume pas à une traduction mécanique de ces éléments, mais de l'aveu même du président des Etats-Unis et de ses conseillers, ils permettent d'élaborer une « *vision globale* » et des « *lignes directrices* ». Le directeur exécutif du très influent Washington Institute for Near East Policy, Robert Satloff, a baptisé cette stratégie « *instabilité constructive* ». Il constate que la recherche de la stabilité des Etats de la région, qui fut, « *historiquement* », le trait dominant d'une politique proche-orientale des Etats-Unis, a abouti « *à des impasses* ». Cette remise en cause d'une politique étrangère privilégiant la « *stabilité* » des Etats des Proche et Moyen-Orient a été, certes, confortée par les attentats du 11 septembre 2001, mais son chantier était ouvert dix ans plus tôt, début 1991, dès la fin de la première guerre du Golfe. Les experts des officines néo-conservatrices, comme Paul Wolfowitz qui deviendra numéro deux du Pentagone, expliquent alors qu'il aurait fallu « *poursuivre la guerre de libération du Koweït jusqu'à Bagdad, pour démanteler un pays qui restera une menace pesant à la fois sur nos intérêts énergétiques et sur la sécurité d'Israël* ». Les attaques du 11-Septembre apporteront le meilleur argument aux adeptes de l'instabilité constructive, qui estiment que la menace terroriste est ancrée principalement dans certains États de la région, dont l'Irak, la Syrie et l'Iran. En « *déstabilisant* » ces trois Etats de « *l'Axe du mal* », la stratégie américaine « *révisée* » prétendait anéantir le terrorisme en changeant, par la force, la nature de leur régime.

Elle a produit le phénomène inverse : selon plusieurs rapports de l'administration américaine, la menace terroriste a été multipliée par six depuis l'intervention anglo-américaine en Irak. Mais pour nombre d'analystes américain, cette contre-performance est loin d'être une défaite et s'inscrit – au contraire – parfaitement dans la mise en oeuvre de l'instabilité constructive.

### **GWOT : un bilan désastreux**

L'utilisation optimale des attentats du 11-Septembre a fourni l'habillage médiatique idéal pour justifier les nouvelles priorités de la politique étrangère des Etats-Unis. En proclamant la priorité à la GWOT, à la chasse de ben Laden et de ses complices, « *les décideurs américains vont disposer du plus bel alibi historique à leur disposition depuis la fin de la Guerre froide* », explique un attaché militaire européen en poste à Washington : « *Au nom de la lutte anti-terroriste, ils vont opérer le redéploiement militaire américain le plus considérable depuis la fin de la Seconde guerre mondiale* ».

Directeur de l'IRIS, Pascal Boniface explique : « *Les Américains ont prôné le modèle du coup de pied dans la fourmilière, y compris par la guerre. Le bilan de celle d'Irak apparaît largement et globalement négatif. Les adversaires de cette politique estiment qu'ils peuvent être de l'extérieur un mouvement démocratique mais que celui-ci doit avant tout être le fruit d'un processus interne* ». En définitive, la guerre globale contre la terreur et son corollaire diplomatique – le Grand Moyen-Orient – auront sérieusement amplifié la menace qu'ils étaient censés circonscrire, sinon anéantir. Discréditant durablement les principes fondateurs des vieilles démocraties occidentales et leurs capacités à inspirer l'avenir constitutionnel et politique de pays d'autres continents, les réponses aux attentats du 11 septembre 2001 auront aussi passablement consolidé la fabrication du « *choc des civilisations* ».

Richard Labévière,

## 2-2 Le dirigeant de l'opposition syrienne Haytham Manna taxé le CNS de « Club de Washington ».

L'opposant syrien résident en France Haytham Manna a accusé le *Conseil national syrien (CNS)* d'être commandité et financé par Washington.

Dans une interview accordée au quotidien libanais arabophone *Al-Akhbar*, ce président de l'*Organisme Arabes des Droits de l'Homme (OADH)* affirme que Washington veut transformer la révolution syrienne en guerre par intérim contre le rôle iranien dans la région.

Selon lui, vu que l'administration américaine a échoué dans sa bataille contre le Hezbollah, et celle contre l'Iran sur le dossier nucléaire, elle mise sur la Syrie pour se venger. « *Très certainement, il y a un financement américain officiel et non officiel au groupe d'Istanbul* », a-t-il souligné. Estimant que les Américains ne sont nullement dans la perspective de soutenir une révolution qui vise à provoquer un changement démocratique civil dans la région.

Dans un autre entretien accordé à la chaîne iranienne arabophone *Al-Alam*, Manna a affirmé que pas moins de quatre sociétés américaines et des hommes d'affaires syriens ont financé le CNS, dont la formation a été annoncée la semaine dernière à Istanbul.

Il évoque entre autre la fondation américaine *Avaaz*, ainsi que la *National Endowment For Democracy (NED)*, et la société *Ford Foundation*. Dans laquelle travaille depuis une dizaine d'années la porte-parole du CNS, Bassma Kodmani.

### **Immiscer le vocabulaire libyen dans la révolution syrienne**

Manna évoque aussi le soutien financier des pays du Golfe « *qui emprisonnent des milliers de leurs citoyens, répriment la révolution du Bahreïn, et n'apportent que les personnalités de l'opposition syrienne qui glorifient l'Arabie Saoudite et les pays du Conseil de coopération golfique* ».

Manna rappelle que lors d'une rencontre ultérieure de l'opposition syrienne organisée par l'intellectuel palestinien vivant au Qatar Azmi Béchara, et comprenant 25 dirigeants, seuls trois de ses membres s'étaient prononcés pour un CNS, dont son président actuel Bourhane Ghalioune. « *Des complots ont été tramés en catimini, pour convaincre certains de changer d'avis, et mettre au point une autre opposition* », a-t-il regretté.

Selon le président de l'OADH, non seulement le CNS n'a pas été chargé par les forces politiques de l'opposition ni par le mouvement des jeunes de l'intérieur, mais de surcroît il appartient à une même identité idéologique.

« *Pendant un mois et demi, nous avons vécu des tentatives claires pour immiscer le vocabulaire libyen dans la révolution syrienne. Ceux qui ont fait ceci sont un groupe de professionnels, qui n'appartiennent pas à des forces politiques connues, et qui se présentent comme «des indépendants» ou comme «le courant islamique indépendant»*, a-t-il poursuivi pour *Al-Akhbar*.

### **Faire échec à la constitution d'une véritable opposition nationale**

Manna les accuse d'avoir fait avorter des efforts assidus pour constituer « *une coalition nationale syrienne* » qui rassemblent les véritables forces politiques.

Cet opposant syrien reproche aussi au CNS d'avoir exagéré dans ses rangs l'importance des islamistes en leur accordant 60% des sièges : « *je fais partie des premiers qui ont œuvré pour instaurer des relations normales entre les Frères Musulmans (FM) et les autres partis politiques syriens, et d'avoir été parmi les plus fervents à défendre leurs détenus dans toutes les dictatures, ..., parce que je considère que le courant islamiste fait partie de l'échiquier politique dans tout le monde islamique et non seulement en Syrie* » a-t-il tenu à rappeler.

Mais, affirme-t-il, « *Je ne pense pas que la part des FM dépasse les 10% dans la société syrienne, je ne comprends pas pourquoi ils devraient s'accaparer une plus grosse part ... ils devraient faire attention, ce n'est ni dans leur avantage, ni dans celui de la révolution de jouer le jeu de l'épouvantail irréaliste qui s'attelle à amplifier leur rôle au sein de l'intifada syrienne* ».

Lundi 10 octobre 2011 1 10 /10 /

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=33346&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid>

<http://www.france-irak-actualite.com/article-un-dirigeant-de-l-opposition-syrienne-taxe-le-cns-de-club-de-washington-86262618.html>

---

## 3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

### 3-1 Wikistrike.over-blog.com : Vers un marché mondial de la guerre pour les compagnies militaires privées.

Après la banque mondiale, la monnaie mondiale et le gouvernement mondial, la dernière lubie des Etats-Unis et du Royaume Uni est de mettre en place un marché mondial pour les compagnies militaires privées, ces mercenaires du XXI e siècle.

Autrement dit, une sorte d'armée mondiale à la solde de personne et tout le monde à la fois, pourvu qu'on en ait les moyens...

Les médias ne s'étaient pas sur le sujet, mais il s'agit d'une régression assez dramatique : l'ordre au niveau mondial est sur le point de devenir un simple marché privé, répondant aux règles de base du capitalisme et du libéralisme, c'est-à-dire en un mot : la rentabilité à court terme.

Depuis quelque temps, on est occupé à créer un cadre légal international qui permette de mettre en place un marché mondial de la guerre. « On », ce sont les **compagnies militaires privées**, bien sûr, mais aussi les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Evidemment, ils n'appellent pas cela comme ça, et préfèrent parler de « *réguler les compagnies militaires et de sécurité privées* », comme le mentionne un **câble diplomatique de l'ambassade US à Londres** daté du 12 septembre 2008, et révélé par Wikileaks. On argue qu'il faut établir des standards internationaux stricts pour ce type d'entreprise. Au lieu de les prohiber tout simplement, mais bref.

Sauf qu'un peu plus tôt la même année, la chambre des Lords évoquait une régulation qui ressemble à celle des lobbys : inscription volontaire sur un registre et signature éventuelle d'une charte. Efficacité garantie. Mais c'est depuis 2002, semble-t-il, que l'Angleterre se préoccupe de normaliser le secteur des armées privées [1].

On revient au Moyen Age, quand les rois devaient emprunter à des grandes familles pour payer des mercenaires chargés d'aller taper sur le voisin. Sauf que l'armée en question pouvait vite se retourner contre eux au moindre défaut de paiement, ou si l'adversaire avait l'idée incongrue de surenchérir... Question fiabilité, on trouve difficilement pire que ce genre de troupe.

Il faut savoir que beaucoup de ces compagnies privées sont basées à Londres, et encore un bon paquet aux Etats Unis, qui sont aussi leurs principaux employeurs. Ils ont donc tout intérêt à créer les normes qui leur conviendront avant que trop de monde ne se pointe dans le secteur. La mission anglaise auprès de l'ONU **revendiquait encore en juin 2011** de « *promouvoir de hauts standards dans l'industrie anglaise des SMP* ». Question à 10.000 : d'où vient l'inspiration de ces « *hauts standards* » ? Du « **code international de conduite pour les contractants privés de sécurité** »...

Qu'on ne se trompe pas avec les termes de « régulation » ou « code de conduite » : comme avec les banques il s'agit de faire l'inverse, et *certaines* parties prenantes en Angleterre évoquaient déjà en 2008 une « auto régulation », c'est-à-dire zéro norme. Ce qui arrangera bien les PDG et les actionnaires de ces compagnies (dont le poids dans l'économie mondiale était estimé à environ 100 ou 120 milliards de dollars en 2009[2]), beaucoup moins les pays qui en seront victimes. Et comme dans le cas des banques qu'on devait réguler, qui va-t-on consulter pour élaborer lesdites normes ? Les compagnies concernées, bien sûr.

**Toute une propagande** est en train de se mettre en place dans les hautes sphères, à grand renfort d'études et autres analyses, afin qu'il finisse par sauter aux yeux de tout le monde qu'il faut absolument mettre en place ce cadre international. On légitime ainsi le processus, en sachant qu'après la moulinette du lobbying les textes auront été largement vidés de leur substance.

Au chapitre « *The Market for Military and Security Services* » de l'une de ces études[3], on nous explique que des compagnies mondiales comme Group4/Security (**G4S**), qui ne semblent axées que sur la sécurité, collaborent avec les sociétés militaires privées (SMP, comme on dit). D'après ce rapport, quand les Etats-Unis ont débarqué en Irak en 2003, plus d'un soldat sur dix était déjà un civil. On apprend aussi que des SMP de partout dans le monde sont en train d'accomplir un formidable travail pour les gouvernements US et anglais, notamment en Irak. D'ailleurs, elles cherchent à s'imposer sur un nouveau créneau : celui de l'humanitaire, voire même remplacer à terme les casques bleus.

Il paraît qu'en 2008, un rapport parlementaire a calculé qu'il y avait plus de 190.000 contractants privés[4] en Irak en 2007[5], deux fois et demi plus que lors des conflits précédents. En 2009, en comptant **l'Afghanistan**[6] et l'Irak, il y avait autour de 240.000 contractants privés.

Dès les années 90, des pays comme l'Angola, la Sierra Leone, la Croatie, la Bosnie ou la Papouasie-Nouvelle-Guinée avaient recours aux services de ces boîtes.

Ces entreprises sont aussi un moyen pour les Etats de contourner les lois, de ne pas être directement responsables des bavures qui ne manquent pas sur le terrain. « **Selon un rapport du Congrès sur les agissements de Blackwater en Iraq, les gardes de cette société auraient été impliqués dans près de 200 épisodes d'escalade de la violence marqués par des échanges de tirs – le personnel de Xe/Blackwater ayant ouvert le feu en premier dans 80 % des cas – survenus en Iraq depuis 2005. Malgré la décision des autorités iraqiennes et les rapports du Congrès, Xe/Blackwater a poursuivi ses activités en Iraq jusqu'en septembre 2009 au moins** », nous dit l'ONU. Pourtant, aucun employé de Blackwater n'a été inquiété pour cela, et les autorités US non plus.

Une autre précision avant de continuer, car c'est toujours bien de le dire : **l'efficacité de ces sociétés privées pose question**, du coup leur rentabilité aussi. Par exemple, Le Monde expliquait que le personnel de HEB, une boîte **chargée de la formation d'armuriers en Irak**, avait du partir précipitamment Kandahar sur ordre du commandant de l'armée nationale afghane de cette ville pour motif d'incompétence. Celui-ci racontait que « *Les gens de HEB se contentent de nettoyer les armes des soldats sans jamais leur apprendre à utiliser leur matériel, et les balles perdues sont courantes* ». Le quotidien précisait en outre : « *HEB, qui recevrait près de 9 millions de dollars par mois pour cette prestation, devait former 300 personnes entre 2008 et 2010. Seules 26 personnes ont été brevetées à ce jour* » (en décembre 2009).

### **L'auto régulation, y'a que ça de vrai**

Il y a en effet un bug au niveau du droit international, c'est qu'une armée essentiellement composée de civils aurait très peu d'arguments à faire valoir devant un tribunal international, surtout en cas d'incursions illégales telles que celles dont Israël a fait sa spécialité depuis des lustres.

Enfin, bref, ledit rapport applaudit l'autorégulation déjà mise en place depuis 2005, et se satisfait que fait que « *au lieu de travailler à rendre cette industrie illégale, la plupart [des contestataires] se préoccupent d'augmenter la régulation de leur comportement* ».



Les lobbies de ces multinationales de la guerre défendent aussi une régulation, vague et non contraignante si possible. Par exemple, la British Association of Private Security Companies (BAPSC, la plus grosse fédération anglaise du secteur[7]), [explique sur sa page d'entrée](#) qu'elle « a pour but d'augmenter les standards opérationnels de ses membres et de cette industrie émergente, et assurer le respect des règles et des principes du droit humanitaire international et des normes en matière de droits de l'homme ».

Dès 2001, 54 SMP se sont regroupées dans une association dénommée « [International Peace Operations Association](#) ». Aujourd'hui devenue l'ISOA (pour « international stability operations association »), elle comptait parmi ses membres les plus grosses boîtes de mercenaires de l'époque, comme Dyn Corp, MPRI ou Armor Group, mais la liste [n'est plus vraiment la même](#), car des entreprises actives dans d'autres secteurs ont rejoint l'association. Via ce machin, ces boîtes comptaient s'afficher dans des opérations dites de « *maintien de la paix* » aux côtés d'ONG ou de gouvernements. En janvier 2010, l'IPOA a expliqué aux gouvernements comme les SMP pouvaient être utiles à Haïti, et Triple Canopy, dont des employés ont été impliqués dans [des exactions contre des civils en Irak](#), a eu rapidement des contrats avec le groupe haïtien des maladies infectieuses pour distribuer de l'aide de première nécessité. A côté de cela, l'association disait aussi vouloir instaurer un code de conduite pour les SMP.

On retrouve aussi des patrons de SMP dans d'autres associations pour la paix, comme Fund For Peace, au conseil d'administration duquel on trouve par exemple [l'ex major general Michael Davidson](#), également co fondateur de CRA Inc, une entreprise de sécurité basée à Washington. Après avoir conseillé la Maison Blanche, le Pentagone et le secrétariat de la Défense, ce vétéran du Vietnam aide notamment ses clients à faire des affaires avec le département de la Défense et celui de l'Intérieur.

Au sujet du lobbying, il y aurait eu 224 anciens hauts fonctionnaires et membres du gouvernement américain à avoir été recrutés comme lobbyistes par les 20 plus gros contractants privés US. Et en 2001 déjà, les 10 plus grosses SMP US avaient dépensé plus de 32 millions de dollars en lobbying, tout en finançant les campagnes électorales à hauteur de 21 millions de dollars... Il semble que plus le temps passe, plus ces entreprises militaires dépensent en lobbying. Ainsi, Xe Services aurait dépensé [plus de 750.000\\$ en lobbying](#) en 2010, contre 400.000\$ en 2007 et 2008. Sur la somme dépensée en 2010, 730.000\$ ont servi à payer [Misc Defense](#), un lobbie spécialisé dans ce domaine qui a touché plus de 16 millions de dollars des industries de la défense en 2010. cette année-là, les lobbys US spécialisés dans la Défense ont touché [près de 150 millions de dollars](#), trois fois plus qu'à la fin des années 90.

Même combat en Angleterre, où, par exemple, l'ex parlementaire (conservateur) et secrétaire d'Etat à la défense et de l'étranger Malcolm Rifkind, est devenu président d'Armor Group (très présente dans les ambassades anglaises et près des pipelines algériens), [qu'il a revendue en 2008](#) à Group/4 Security (G4S) pour 43 millions de livres après un scandale dans lequel Armor Group était accusé d'avoir tué des civils irakiens. Et où retrouve-t-on ce bon vieux Rifkind aujourd'hui ? [Après du premier ministre](#) David Cameron, qui l'a nommé en janvier 2010 au poste de président du comité sur la sécurité et le renseignement. Il est aussi, accessoirement, député.

Dans tout ce brouhaha, ces messieurs soulignent quand même une chose intéressante : la [notion de mercenaire n'est plus à jour](#). On considère qu'un mercenaire doit gagner beaucoup plus qu'un simple soldat, mais ce n'est pas toujours le cas, et en plus il doit être « *étranger* ». Ils peuvent faire partie des forces armées, puisque celles-ci « *se composent de toutes les forces, tous les groupes et toutes les unités armés et organisés qui sont placés sous un commandement responsable de la conduite de ses subordonnés devant cette partie* », disent les conventions de Genève. Et les membres des forces armées sont des combattants, même si les mercenaires ne peuvent pas être des combattants. Bref, il y a du boulot. Surtout en France, où on condamne les mercenaires, sans que les SMP entrent dans cette catégorie. Même [l'armée applaudit leur action](#). Bref, les SMP évoluent dans ce que certains appellent un « [vide juridique total](#) »...

Il faut donc, certes, réviser la notion de « *mercenaire* », notamment, et c'est là qu'on entame une belle partie de tango entre lobbies et législateurs.

En France, l'idée fait son chemin, comme si, refrain connu, il n'y avait « pas d'alternative » à la privatisation de l'armée et du maintien de l'ordre. En mars 2010, un colloque intitulé « *les forces armées face au défi de la privatisation de l'action militaire* » a eu lieu à l'école militaire de Paris. Sarko et ses copains [pensent à légaliser le mercenariat](#) par petites touches, d'abord en permettant à des entreprises d'embarquer des gardes armés sur les bateaux qui passent dans les zones de piraterie. Depuis plus d'un an, un groupe de travail se réunirait même toutes les semaines au secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale ([SGDSN](#)) pour en discuter.

Le conseil des droits de l'homme de l'ONU a lui aussi lancé un [groupe de travail sur les mercenaires](#) en 2005, afin d'étudier leur impact sur les droits de l'homme mais surtout d'établir les principes de base que ces entreprises devront respecter. Même [si ce groupe est lucide](#) sur les bourdes, voire les exactions de certains, ou sur la nécessité de rappeler que l'exercice de la force légitime ne peut concerner que les Etats, la charte qu'il [préconise en 2010 reste assez vagues](#). Beaucoup de déclarations de principe, peu de contraintes. Par exemple, le groupe de travail aimerait interdire aux SMP et à leurs employés de toucher aux armes nucléaires, biologiques etc., ou encore de participer aux opérations militaires ou d'espionnage, de faire de prisonniers etc.

Il y a aussi toute une liste de préconisations pour les Etats, censés interdire pas mal de choses aux SMP, censés les encadrer, leur octroyer des licences, être responsables etc. Au final, on se demande quel serait l'intérêt économique des SMP si l'Etat doit contrôler chaque action de ces boîtes militaires. Et on se demande encore ce qu'elles pourraient avoir à faire avec un cadre réglementaire aussi contraignant voire plus que celui qui vaut pour les vraies armées...

Angleterre, France, Etats-Unis, Israël... tout le monde se presse pour établir des standards -ou pas- qui favorisent les SMP du cru. Parce qu'aujourd'hui, les crânes d'œuf qui nous dirigent considèrent qu'il en va de la sécurité nationale !

Pourtant, le jeu de ces SMP peut aller à l'encontre de l'intérêt national, comme dans le cas de ce « [ressortissant français](#) » tué en Libye, à Benghazi, en mai 2011. Il est vite apparu que le type en question, Pierre Marziali, un ancien parachutiste, était le PDG d'une boîte de sécurité, [Secopex](#), sur place sans être couverte par les autorités françaises. Et qu'il a été [tué lors d'un contrôle à un check point](#) qui a mal tourné, par les rebelles libyens. Malgré que cette boîte dise être spécialisée dans l' «

*appui stratégique et opérationnel* », la France **ne considère pas qu'il s'agit de mercenaires**[8]... Enfin bref, les circonstances de la mort de Marziali sont très troubles, et certains évoquent un règlement de comptes. « **Les rebelles du Conseil national de transition (CNT) libyen ont décidé d'arrêter Pierre Marziali et quatre autres Français (toujours détenus à ce jour) parce qu'ils les soupçonnaient de mener « des activités illicites » qui « mettaient en danger la sécurité de la Libye »** », ont-ils fait savoir. Les quatre hommes qui l'accompagnaient ont d'ailleurs été arrêtés en même temps. Eux disent qu'ils ont été appelés par le conseil national de transition pour assurer la formation des rebelles, mais ils pourraient aussi avoir joué un rôle d'espion, mais pour le compte de qui ? **Les rebelles désignent cas Khadafi.**

### **Un rôle quasi régalien**

Aux Etats Unis, Bush ne s'est pas autant pris la tête quand il a décrété que Blackwater (aujourd'hui Xe Services) faisait partie des « *forces totales* » de l'armée US. Mais il faut préciser que la plupart de ces mercenaires travaillent avec des entreprises, comme les pétrolières, ou KBR (entreprise dont Dick Cheney touche encore beaucoup d'argent) qui fournit tout le matériel et la logistique pour l'armée US en Irak et en Afghanistan. Ils peuvent aussi servir au maintien de l'ordre sur le sol des Etats Unis, comme lorsque Bush a sollicité Blackwater pour assurer l'ordre après l'ouragan Katrina. C'est encore dans un camp d'entraînement de Blackwater près de la base navale de Norfolk que plus de 50.000 militaires et policiers ont été formés aux techniques anti terroristes.

Quant à Dyn Corp., **je cite La Tribune** : « *La société se vante de ses performances en informatique qui lui ont valu les contrats de gestion des données comptables de plus de trente agences et ministères de l'Etat américain, y compris le FBI, le département d'Etat, le département de la Justice, le département de la Défense, l'Agence de répression contre les stupéfiants (DEA), le Bureau des prisons et l'Office national de la politique contre la toxicomanie. C'est l'une des rares sociétés ayant accès au système PROMIS, qui permet un accès illimité à tous les comptes bancaires de la planète* ». Une courte parenthèse au sujet du système PROMIS (**Prosecutor's Management Information System**) : il s'agit d'une sorte de trappe dans les programmes informatiques vendus au monde entier et pas seulement les banques (nombre de multinationales et de services de renseignements les utilisent aussi), et qui permet à celui qui a la clé de savoir tout ce qu'il y a dans l'ordinateur équipé de ce logiciel de recoupement de bases de données.

Pour résumer, le rôle de ces boîtes ne fait qu'augmenter, on les voit présentes dans tous les domaines liés à la guerre, au maintien de l'ordre et à la surveillance. De plus, elles ont **tendance à diversifier leurs activités**. Au lieu de se contenter d'entraîner les troupes, Blackwater, par exemple, a créé ses propres équipes destinées à travailler avec l'armée ou l'état major dans de nombreux domaines.

Quant aux patrons de ces SMP, il s'agit souvent d'anciens de la CIA, du MI6, du SAS, de la DGSE, du Mossad ou de l'armée. Par exemple, Blackwater a été créée par deux anciens des forces spéciales de la Navy, dont un dénommé Price, chrétien intégriste et milliardaire. Beaucoup de cadres de ces entreprises viennent du même endroit, ce qui augmente la proximité entre l'Etat et les SMP. Un peu comme nos barbouzes, qui ont souvent deux ou trois copains prêts à donner un coup de main chez les flics ou les RG. Il y a un certain nombre de patrons aux idées plutôt limites, dans ce secteur. Tim Spicer, PDG d'Aegis et ancien lieutenant colonel chez les commando, a aussi **collaboré à la vente illégale d'armes** à la Sierra Leone en 1998, et a formé deux militaires chargés d'assassiner un militant catholique de 18 ans en Irlande du Nord, en 1992. Cela ne l'empêche pas de décrocher de juteux contrats en Irak.

En outre, le tourniquet tourne à plein, et on retrouve ne nombreux anciens officiels parmi les cadres des SMP. Par exemple, l'ancien conseiller de Clinton à la Maison Blanche, et ancien chef de cabinet d'Al Gore, passé ensuite par la direction du cabinet de lobbying « *Quinn Gillespie and associates* » est devenu récemment « **directeur indépendant** » de Xe Services. Le général William Kernan, après une brillante carrière dans l'armée, a pris sa retraite en 2002 pour rejoindre société militaire la direction des **opérations internationales de MPRI**, filiale de L3 Communication, qui a de nombreux contrats avec le gouvernement.

Et du côté des actionnaires, on retrouve évidemment un paquet de fonds de pension. **Dyn Corp est passée** dans les mains du fonds Veritas Capital en 2005 et en 2010 par Cerberus Capital Management. Vinnell, aujourd'hui **une filiale de Northrop Grumman** qui a **contribué à assurer l'ordre** et à former la garde nationale en Arabie Saoudite, a aussi appartenu à Carlyle[9] qui avait aussi beaucoup d'intérêts dans le coin.

### **En guise de conclusion**

Rappelons quelques problèmes posés par cette privatisation de la guerre :

- Le privé n'a qu'une règle : l'argent. Il peut donc retourner sa veste au moins aussi vite qu'une armée normale. Il n'y a pas de morale derrière le combat. Des mercenaires ont participé à moult coups d'Etat, depuis celui contre les sandinistes au Nicaragua, en passant par les Seychelles, Haïti, le Bénin, les Comores, etc. Il peut aussi s'allier avec les entreprises, **contre l'intérêt général** et l'intérêt des Etats. Le cas de Blackwater, devenue « Xe Services après de nombreux scandales en Irak, a été rachetée par Monsanto, on se demande pourquoi. L'entreprise a toujours travaillé dans le domaine de l'intelligence économique pour des multinationales, via deux entreprises fondées par le créateur de Blackwater, Erik Prince (Total Intelligence Solutions, dirigée par **Cofer Black**, ex dirigeant de la CIA et Terrorism Research Center). Total Intelligence est ainsi devenue l'« **organe de renseignement de Monsanto** », destinée à espionner et à infiltrer les militants anti OGM et écolos.
- Le savoir-faire, sur le terrain mais aussi en amont au niveau du renseignement, de même que la maîtrise des technologies, vont progressivement être le seul attribut du privé. L'Etat ne pourra payer que la jeune chair à canon sortie d'une classe de pauvres qui augmente à vitesse exponentielle.
- Une déresponsabilisation des Etats, qui n'auront plus à payer pour les « **soldats** » morts et blessés. De l'autre côté, des contractants privés ne seront probablement plus à cheval sur les droits de l'homme que les armées « publiques ». Envers qui ces boîtes seront-elle responsables si tout n'est pas écrit noir sur blanc dans le contrat, et surtout s'il n'y a personne pour contrôler leurs activités ?
- La sortie du droit international en matière de conflits, puisque les sous traitants privés ne sont pas considérés comme des « **combattants** ».

- Le problème du **transfert de technologies et de savoir faire** : les SMP apprennent auprès d'une armée, enrichissent leur savoir faire et le revendent à d'autres.
- Des entreprises privées se trouvent au milieu des plus gros secrets d'Etat, puisque certains de leurs employés travaillent aux côtés des services secrets, notamment **dans la traque et l'assassinat** des « *terroristes* » comme ceux d'Al Quaida[10], ou carrément à l'état major, comme ce fut le cas pour Dyn Corp et Pacific A&E qui ont contribué à la direction US des opérations dans les Balkans.
- Un embrouillage total dans les conflits, puisqu'une même SMP pourrait avoir des contrats avec les deux parties d'un même conflit armé. De même qu'avec les amis ou ennemis des uns et des autres, etc. Dans le rapport anglais de 2002, on peut lire quelques interrogations au sujet des SMP, comme le fait de se demander si les intérêts de ces boîtes ne risquent pas de court-circuiter ceux de l'Angleterre, ou s'il n'y a pas un risque de collaborer avec des mercenaires qu'on forme donc au combat, pour se retrouver face à eux quelques mois plus tard. Et accessoirement, est-ce que le gouvernement est responsable si une opération menée par une SMP tourne mal ?
- Le fait que des entreprises pourraient elles aussi embaucher des armées de mercenaires pour taper sur le concurrent. A l'échelle qu'on imagine dans le cas de deux multinationales qui se disputeraient le sous sol d'un petit pays comme l'Indonésie...
- Qui va payer pour **les bavures**[11] ?

[1] Avec la publication par le ministère des Affaires étrangères anglais d'un livre vert intitulé « **Private Military Companies : Options for Regulation** », et qui conclut étrangement que le public n'aurait pas grand intérêt à voir disparaître des compagnies privées, notamment en cas d' « *incident international* ». Il va sans dire, l'auto régulation était la panacée pour les auteurs dudit rapport : il s'agit en effet d'une bonne « *alternative* » à la « *compulsion régulatrice* », des mots qu'on dirait tout droit sortis d'un cabinet de lobbying.

[2] On estime que le marché des SMP augmente de 6 à 8% par an.

[3] "Governance Dynamics and Regulation in the Global Private Security Market", de Deborah Avant, **membre d'un groupe de travail** du Buffet Center sur les services de sécurité.

[4] C'est-à-dire le personnel de sécurité privée (sécurité armée et services d'escorte), le personnel logistique, ceux qui contribuent à la « *reconstruction* » (formation de la police et de l'armée qui est « *systématiquement incluse dans le service* », construction, développement).

[5] Ce nombre serait descendu à 120.000 en juin 2009, mais une bonne partie, si pas la totalité, se sont juste déplacés en Afghanistan.

[6] D'après le Washington post, les contractants privés représentaient déjà plus de 69% du personnel du Pentagone en Afghanistan fin 2009.

[7] Créée en 2006, elle représente **une vingtaine de compagnies**, dont certaines, **comme Page Group** ou **Team Fusion**, travaillent aussi à « procurer une surveillance de la population » et à vérifier que les « *mouvements ne sont pas pilotés ou compromis* »

[8] Car, pour le ministre de l'Intérieur Gérard Longuet, il n'y a pas de sociétés militaires privées basées en France. Après l'affaire Secopex, on a dit que Secopex était la seule SMP en France...

[9] Carlyle elle-même dirigée à l'époque par Franck Carlucci, ancien secrétaire à la Défense sous Bush Ier, ancien conseiller à la sécurité et ex directeur de la CIA.

[10] En 2004, **Blackwater a été mandatée par la CIA** pour assassiner des leaders d'Al Quaida, malgré le fait que la CIA n'a officiellement plus le droit de commanditer des assassinats depuis qu'elle a raté Fidel Castro en 1976.

[11] Pour **ne citer qu'un exemple**, tiré de faits connus, les tortures de prisonniers à Abu Ghraib, les soldats de l'armée US n'étaient pas les seuls à opérer. Ils étaient accompagnés de SMP également impliquées dans le scandale, **Titan et California Anlysis Center Incorporated** (CACI). Des employés de cette dernière ont même expliqué avoir utilisé des chiens à Abu Ghraib et énuméré une liste de **traitements dégradants** qu'ils ont fait subir aux prisonniers. L'un d'eux donnait même les ordres aux soldats. Cependant, seuls les employés de base étaient poursuivis, par l'employeur.

[wikistrike.over-blog.com/article-vers-un-marche-mondial-de-la-guer...](http://wikistrike.over-blog.com/article-vers-un-marche-mondial-de-la-guer...)

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " [Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19](#)